

FRFR

FRS0198 4 P 0525 FRA /AFP-NB52

Presidentielle-partis-FN PREV

Le FN mobilise ses "chasseurs" pour trouver des signatures (PAPIER D'ANGLE)

Par Laurent BARTHELEMY

3

SAINT-CLOUD (Hauts-de-Seine), 3 fev 2007 (AFP) - A un mois et demi de la date limite de remise des 500 parrainages necessaires pour participer a l'election presidentielle, M. Le Pen n'a toujours pas le compte et mobilise des "chasseurs" de signatures pour quadriller la France.

Cadres nationaux ou locaux du parti, ils ont accepte de donner quelques jours ou quelques semaines pour aller a la recherche des precieux paraphe, parfois dans des departements qu'ils ne connaissent absolument pas.

Ils sont pilotes au jour le jour par une cellule mise en place a la mi-janvier au siege du Front a Saint-Cloud, autour du secretaire general Louis Aliot.

L'equipe prepare a l'avance les tournees, en prenant les rendez-vous. Elle utilise la base de donnees constituee a l'automne, lorsque le FN a appele systematiquement au telephone les maires de communes de moins de 5.000 habitants en France.

Malgre cette organisation, les promesses ne rentrent pas encore assez vite, explique une source interne au FN: au rythme actuel d'arrivee des promesses - une douzaine par semaine, selon elle - la barre des 500 ne sera pas franchie le 22 fevrier, date d'ouverture officielle des signatures.

Ce que semblent confirmer les declarations publiques de Jean-Marie Le Pen. Alors que le president du FN estimait fin decembre etre proche des 400 promesses, il a explique la semaine derniere, un mois plus tard, que le chiffre etait desormais "d'un peu plus" de 420.

"En Picardie, on n'a pas encore atteint le nombre de signatures qu'on avait obtenu en 2002", explique a l'AFP Michel Guiniot, secretaire departemental de l'Oise, et l'un des "chasseurs" avec son fil Laurent.

"La semaine derniere, nous avons rencontre un maire pendant plus de trois heures. Je l'ai rappele une demie heure le lendemain, mais il me demande encore de le rappeler la semaine prochaine", raconte-t-il.

Et de soupirer: "Pourtant dans cette region, j'ai bien une quarantaine de communes ou le score de M. Le Pen en 2002 oscille entre 40 et 53% au second tour".

Mais pour M. Guiniot, la publication des noms des parrains constitue un obstacle insurmontable pour beaucoup d'elus. Si les noms des parrains n'etaient pas rendus publics, "je ramenerais au moins 100 signatures", affirme-t-il.

Ayant du mal a faire le plein dans ses bastions, le FN espere compenser ces pertes dans des regions qui sont encore des terres de mission, comme le Limousin ou les regions du sud-ouest.

Aux maires, le FN repete qu'il ne demande pas un soutien mais juste une "autorisation administrative", un "permis de participer a l'election" qu'eux seuls peuvent delivrer.

Au total, le budget de la collecte de signatures devrait s'elever a environ un million d'euros, selon le secretaire general Louis Aliot, soit un cout legerement inferieur a celui de 2002, lorsque le FN avait du se mobiliser en catastrophe. Des depenses qui font en tout cas partie de celles remboursables par l'Etat au titre des frais de campagne.

lby/sc/bg

AFP 031155

FEV 07

AFP

- 5 FEV. 2007



En Picardie, la droite veut prendre sa revanche sur Claude Gewerc

L'extrême droite et les chasseurs détiennent la clé du scrutin dans une région où ces deux forces obtiennent leurs meilleurs résultats électoraux

Gérée depuis 2004 par le socialiste Claude Gewerc, la Picardie est une terre qui a progressivement glissé à gauche : le conseil général de l'Aisne en 1998, celui de l'Oise en 2004 puis celui de la Somme en 2008. La gauche avait même obtenu la majorité relative au conseil régional en 1986 et 1998 : seule une alliance avec le FN avait permis à Charles Baur (UDF) de prendre puis de conserver la présidence du conseil régional.

La Picardie est en effet un bastion de l'extrême droite : c'est là qu'à la présidentielle de 2007 (15,42%) puis aux européennes de 2009 (12,57%) les Le Pen, père et fille, ont successivement obtenu leur meilleur score.

« Le FN est depuis longtemps crédible et dédramatisé dans le paysage politique picard », assure son chef de file, Michel Guiniot. Son pari : « dépasser 20% » en partant à la reconquête de ses anciens électeurs qui se sont abstenus aux européennes ou qui ont voté Nicolas Sarkozy à la présidentielle, plaçant le candidat de droite en tête du second tour avec plus de 54% des suffrages exprimés.

«Les chasseurs ne voteront pas UMP»

Tête de liste de la majorité présidentielle, Caroline Cayeux veut, elle, s'adresser aux « déçus de l'exécutif picard ». La maire UMP de Beauvais (Oise) dénonce ainsi sur tous les tons « la gestion financière catastrophique » de Claude Gewerc. Elle a même lancé sur son site Internet de campagne une pétition pour dire « halte à l'explosion des impôts régionaux et au hold-up fiscal ! », illustrée par un revolver posé sur des billets de banque.

« Nous avons toujours été dans une opposition constructive, affirme toutefois Caroline Cayeux. Nous n'avons bien entendu jamais voté le budget, mais nous avons soutenu les dossiers porteurs pour notre région, comme le canal Seine-Nord, qui est passé malgré l'opposition des Verts grâce à nos voix. »

Il s'agit, en outre, d'une région où l'UMP compte profiter de son accord national avec CPNT, qui réalise ses meilleurs scores en baie de Somme. « Les chasseurs ne voteront pas UMP ; ils voteront à gauche ou FN, estime pourtant un de ses adversaires. Ici, ce n'est pas de la chasse à courre, c'est de la chasse populaire. »

Gewerc, «circonspect» sur une alliance avec le centre

En face, Claude Gewerc accuse la droite de « schizophrénie » : « L'UMP a le droit de penser ce qu'elle veut, mais qu'elle ait le courage de dire en Picardie qu'elle a voté à l'Assemblée nationale le projet de loi relatif au Grand Paris. Or, le Grand Paris, c'est la fin de la Picardie ! »

Une accusation que rejette violemment Caroline Cayeux. Cette dernière ayant, il est vrai, personnellement lancé après la remise du rapport Balladur un appel à « un référendum pour une Picardie unie » contre l'idée de rattacher l'Oise à l'Île-de-France, la Somme au Nord-Pas-de-Calais et l'Aisne à la Champagne-Ardenne.

Comme partout, la droite mise aussi sur les divisions de la gauche et du centre pour créer la surprise. « Au soir du premier tour, ils vont se battre pour les places », prédit Caroline Cayeux avec gourmandise. « On verra qui aura fait plus de 5% », attend sereinement Claude Gewerc, de toute façon « circonspect » sur une alliance avec le centre.

Le PCF dénonce «l'idylle Caroline-Maxime»

« En Picardie, le PS n'est pas ouvert comme Ségolène Royal ou Vincent Peillon et est resté très ancré à gauche », regrette effectivement France Mathieu, tête de liste du MoDem. Ancienne vice-présidente UDF du conseil régional, elle estime pourtant que « Claude Gewerc a poursuivi la politique de Charles Baur ».

Sans préjuger d'une décision nationale de son parti, ses regards se tournent donc vers les écologistes : « Notre souhait, c'est de fusionner avec Europe Écologie. Mais nous espérons pouvoir éventuellement nous maintenir en atteignant la barre des 10% », contre 8,23% aux européennes. Si, à ces dernières élections, Europe Écologie a obtenu en Picardie son plus mauvais score en métropole (10,83%), Christophe Porquier (Les Verts) y voit justement « les conséquences de la candidature MoDem de Corinne

-Croix.com : En Picardie, la droite veut prendre sa revanche sur Claude Gewerc

Lepage », ancienne ministre de l'environnement.

Enfin, restent les forces à la gauche du PS. À commencer par le Front de gauche, qui souffre de deux handicaps. D'une part, l'ouverture de la liste de Claude Gewerc au Mouvement unitaire progressiste de Robert Hue, avec notamment, en dernière place symbolique, l'ancien parlementaire communiste (entre 1997 et 2002) Patrice Carvalho, qui avait marqué les esprits en arrivant à l'Assemblée nationale en bleu de travail. D'autre part, la dissidence de Maxime Gremetz. Tête de liste PCF en 2004, le bouillant député avait alors donné à son ancien parti un score supérieur à 10% des suffrages exprimés. « La liste de Maxime Gremetz ne porte pas d'alternative. Elle veut seulement faire tomber la majorité régionale sortante », regrette Thierry Aury (PCF) en dénonçant « l'idylle Caroline-Maxime ».

Laurent de BOISSIEU

En Picardie, la droite voudrait mettre un terme à son recul

[24/02/10]

Malgré ses divisions, la gauche part favorite pour conserver une région face à l'UMP dont la candidate, Caroline Cayeux, ne fait pas l'unanimité au sein de son parti. Le Front national pourrait provoquer une triangulaire.

**GUILLAUME ROUSSANGE
DE NOTRE CORRESPONDANT À AMIENS.**

Pour le parti de la majorité présidentielle, les élections régionales de mars prochain représentent un enjeu de taille en Picardie. Avec ce scrutin, la droite voudrait en effet reconquérir une terre d'où sont issues plusieurs personnalités majeures de l'UMP, telles que Xavier Bertrand ou Eric Woerth, mais où son influence n'a cessé de régresser depuis la fin des années 1990. Après l'Aisne et l'Oise, la droite a en effet cédé le département de la Somme en 2008, ainsi qu'Amiens, la capitale régionale. Malgré ces défaites, l'UMP - arrivée largement en tête lors de l'élection présidentielle avec plus de 54 % des voix - continue de croire en la victoire.

Bataille difficile

Pour autant, aucun des ténors du parti présidentiel ne s'est porté volontaire pour conduire la liste, laissant le soin à Caroline Cayeux, maire de Beauvais et chef de file de l'opposition au conseil régional, de mener une bataille qui s'annonce difficile. Deux épines se sont en effet profondément plantées dans le pied de l'UMP : la réforme des collectivités et, surtout, la création du Grand Paris. En 2009, la publication du rapport Balladur évoquant l'hypothèse d'un rattachement des trois départements picards aux régions limitrophes avait soulevé une bronca chez les élus locaux, y compris dans les rangs de la droite. Caroline Cayeux avait alors dû se démarquer de son parti, en lançant un manifeste pour une « Picardie unie ».

Des arguments que ne manque pas aujourd'hui d'exploiter son principal adversaire, Claude Gewerc, le président socialiste sortant : « *La droite critique la gestion de la région, mais vote son asphyxie et organise son démantèlement à l'Assemblée* », se plaît-il à rappeler. Mais la stratégie du candidat socialiste ne se limite pas à porter le débat sur le terrain national. A la tête d'une liste d'ouverture intégrant des militants du MRC ou du MUP de Robert Hue, l'ex-maire de Clermont (Oise) compte également sur son bilan et « *les actions à long terme* » initiées dans les domaines de l'économie, de l'aménagement du territoire ou de la culture, pour accéder à un second mandat.

Mais les désaccords apparus durant la mandature entre les membres de la majorité plurielle ont laissé des traces. Surtout, ils ont fait exploser le front de gauche grâce auquel Claude Gewerc avait battu, au second tour, le centriste Gilles de Robien avec plus de 10 points d'avance. Aujourd'hui, les forces de gauche s'alignent en ordre dispersé avec six listes au total. Parmi elles, « Colère et espoir », conduite par le bouillonnant député communiste Maxime Gremetz, qui, en 2004, avait totalisé près de 11 % des voix. La rupture étant définitivement consommée entre l'ancien ouvrier métallurgiste et l'ex-chef d'entreprise devenu président de région, aucune alliance ne semble envisageable entre les deux tours.

Divergences de vues

ans ce contexte, les socialistes devront donc se tourner vers les écologistes, en mesure « de réaliser un score d'au moins 15 % », selon Christophe Porquier, tête de liste d'Europe Ecologie. Les négociations s'avéreront âpres entre les deux partis. Car, même s'il juge le bilan de la gouvernance roserouge-verte « plutôt positif », le chef de file d'Europe Ecologie admet que des divergences de points de vue existent. Notamment concernant le canal Seine-Nord ou le soutien à l'aéroport de Beauvais.

Depuis le début de la campagne, la question des finances régionales n'a cessé d'alimenter la polémique. Surtout depuis qu'Arnaud Caron, le vice-président aux finances (Verts), a tiré la sonnette d'alarme sur l'endettement de la collectivité, jugé « inquiétant ». Une brèche dans laquelle l'UMP s'est immédiatement engouffrée. De même que le Front national, qui demeure toujours l'une des principales forces politiques de Picardie. Misant sur une « droite dont la candidate ne fait pas l'unanimité », Michel Guinot, le leader frontiste régional, estime être en mesure de « reconquérir les déçus du sarkozysme » et pouvoir réaliser un score « de 20 % environ ». En cas de triangulaire, le FN pourrait se poser en arbitre du scrutin, comme en 1998, où seule une alliance avec le parti frontiste avait permis à la droite de conserver la région.

Les résultats en 2004

Au premier tour : Gilles de Robien (UMP-UDF-indépendants) : 32,26 % Claude Gewerc (PS) : 27,42 % Michel Guinot (FN) : 22,94 % Maxime Gremetz (PC) : 10,86 % Roland Szpirko (LO) : 6,52 % Au second tour : Claude Gewerc (LGA) : 45,58 % Gilles de Robien (UMP-UDF-indépendants) : 35,76 % Michel Guinot (FN) : 18,66 %

[Réagir à cet article](#)

Le sprint final de Marine Le Pen

Vendredi soir à 18 heures, la course aux 500 parrainages sera officiellement close. Au Front national et chez certains autres candidats, le compte n'y est toujours pas.

Olivier Beaumont | Publié le 12.03.2012, 07h31



Nanterre (hauts-de-seine), samedi. Téléphone en main, les membres de la cellule parrainage (dont Jean-Michel Dubois, au fond, le trésorier de la campagne) restent mobilisés. | (LP/MARC MENOUE.)

« Obtenir un parrainage, c'est comme un accouchement : une vraie torture ! Mais une fois qu'on l'a, on oublie la souffrance que ça a été », s'épanche Yann Le Pen, la sœur de Marine, les traits tirés après des heures passées à relancer les maires au téléphone. Comme elle, ils sont une trentaine de cadres du Front national à avoir sacrifié leur week-end pour être à Nanterre (Hauts-de-Seine), au siège du parti, afin « de donner les derniers coups de collier qui permettront à Marine Le Pen, on l'espère, d'être candidate à la présidentielle », souligne Michel Guiniot, directeur opérationnel de la cellule parrainages. « C'est la dernière ligne droite, on n'a plus le choix, dit-il. Tout le monde est mobilisé, à Paris comme en province, dans les bureaux et sur le terrain. » Le parti peut aussi compter sur une société extérieure de phoning recrutée pour appeler les maires en urgence, et qu'il rémunère 25000 € par semaine !

Car, comme en 2002 et en 2007, la course contre la montre est engagée pour recueillir les dernières signatures. La présidente du FN n'a plus que cinq jours, jusqu'à vendredi 18 heures, pour réunir les 500 parrainages nécessaires et déposer les derniers formulaires au Conseil constitutionnel. Hier soir, selon nos informations, il ne lui en manquait plus qu'une dizaine. « Sachant qu'il faut toujours se donner une marge d'au moins trente parrainages supplémentaires », glisse régulièrement Marine Le Pen.

« Bonjour monsieur le maire, je vous appelle dans le cadre de la campagne présidentielle. Avez-vous déjà donné votre signature à un candidat ? » interroge Rachel, salariée du FN, venue en renfort samedi dans le Bocal, cette pièce d'une trentaine de mètres carrés où sont installées des lignes téléphoniques. « On va finir par avoir un cancer des oreilles ! » ironise un des « téléphonistes ». Sur son bureau, Rachel pointe un à un les noms d'une cinquantaine d'élus du

Lot-et-Garonne qu'elle détient sur une liste fournie par Michel Guiniot. La récolte est maigre. « Cela fait déjà deux heures que je passe des appels. Mais pour le moment, aucune touche », dit la jeune femme. Une touche? « Dans notre jargon, ça veut dire un rendez-vous, explique Wallerand de Saint-Just, porte-parole de la candidate, lui aussi sur le pont. La signature surprise au bout du fil, c'est rare. Il faut encore aller les convaincre sur le terrain. »

« Vendredi dernier, j'ai obtenu une touche avec un maire du Val-d'Oise, explique Jean-Michel Dubois, trésorier de la campagne. Je suis allé le rencontrer l'après-midi et il m'a fallu encore une heure et demie pour le persuader. C'était dur, mais il a finalement dit oui et on a terminé la conversation en s'appelant par nos prénoms! »

« Les dernières signatures sont les plus difficiles à décrocher », affirme Guiniot qui, chaque jour, se rend au Conseil constitutionnel pour déposer les nouveaux parrainages. « Le problème, c'est que certains formulaires sont retoqués pour une histoire de majuscule ou encore de tampon manquant. Mais on ne nous dit pas lesquels! Donc, il nous est impossible de relancer les maires concernés ensuite », bougonne-t-il.

Présidentielle : soyez les premiers informés des résultats dans votre ville

Le Parisien

Droits de reproduction et de diffusion réservés - Copyright LE PARISIEN 2012
